



ARRETE MUNICIPAL N° A2021_168 ARRÊTÉ DE CIRCULATION- TRAVAUX

Le Maire de la commune de Crémieu (Isère)

Vu la loi N°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales en ses articles L.2212-1 à L 2215-4,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L. 411-1 et R. 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de travaux chemin des docteurs Labonnardière à CREMIEU formulée par l'entreprise PARET TP, reçue le 12 octobre 2021.

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution des travaux de raccordement sur la chaussée d'enrobés sur le chantier de l'Ehpad Jeanne de Chantal, assurer la sécurité des ouvriers des entreprises ou des personnes chargées de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu d'apporter des restrictions à la circulation sur cette voie.

ARRETE

ARTICLE N°1 : Le pétitionnaire est autorisé à procéder aux travaux chemin des Docteurs Labonnardière à CREMIEU, tels que présentés dans sa demande, dont le nettoyage régulier et la remise en ordre sera à sa charge.

ARTICLE N°2 : Le présent arrêté de circulation est valable du 14 au 29 octobre 2021, date à laquelle il expirera de plein droit.

ARTICLE N°3 : Pendant la durée du présent arrêté et selon l'avancée des travaux, la circulation sera alternée manuellement.

ARTICLE N°4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (4ème et 8ème parties), sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire sous le contrôle de la Police Municipale.

ARTICLE N°5 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE N°6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Conformément à l'article R.102 du code des Tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE (38), dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication

Destinataires :
Entreprise Paret TP
Police municipale/Services Techniques
Archives

à Crémieu, le 14 octobre 2021

Le Maire

